

D E M A N D E D E P R O P O S I T I O N S

VISANT

Mise à jour des publications *Votre guide pour la location d'un logement,*
Guide de l'habitation coopérative et Logements en copropriété - Guide de
l'acheteur pour la période de 2014 à 2019

Date d'émission : le 13 janvier 2014

Date de clôture : le 31 janvier 2014

N° de la DDP : 201305034

Bureau d'origine : SCHL

Renseignements : *Heather Forsyth*

Téléphone : 613-740-5466

Télécopieur : 613-748-2998

Courriel : hforsyth@cmhc.ca

Classification de sécurité : PROTÉGÉ

This document is also available in English upon request

TABLE DES MATIÈRES

1	SECTION 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	1
1.1	APERÇU DE LA SECTION 1	1
1.2	INTRODUCTION ET PORTÉE.....	1
1.3	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA SCHL	1
1.4	OBJET DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS.....	1
1.4.1	<i>Base de données des fournisseurs de services en recherche.....</i>	<i>2</i>
1.5	CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS	2
1.6	EXIGENCES OBLIGATOIRES.....	2
1.7	LIGNE DE CONDUITE DE LA SCHL SUR LES APPROVISIONNEMENTS ET L'ENVIRONNEMENT	3
1.8	RÉTROACTION DU PROPOSANT	3
1.9	DÉCLARATION EN MATIÈRE D'IMPÔT	3
2	SECTION 2 - DIRECTIVES RELATIVES AU PROCESSUS DE SOUMISSION.....	5
2.1	APERÇU DE LA SECTION 2	5
2.2	ATTESTATION DE SOUMISSION OBLIGATOIRE	5
2.3	DIRECTIVES DE LIVRAISON ET DATE DE CLÔTURE	5
2.4	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	6
2.5	COMMUNICATION	7
2.6	PERSONNE-RESSOURCE DU PROPOSANT	7
2.7	PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA PROPOSITION OBLIGATOIRE.....	7
2.8	MODIFICATION DE LA PROPOSITION	7
2.9	PROPOSITIONS MULTIPLES	8
2.10	AUTRE SOLUTION ACCEPTABLE.....	8
2.11	RESPONSABILITÉ EN CAS D'ERREUR	8
2.12	VÉRIFICATION DE LA PROPOSITION.....	8
2.13	PROPRIÉTÉ DE LA PROPOSITION	8
2.14	RENSEIGNEMENTS EXCLUSIFS	9
2.15	MENTION DE LA SCHL	9
2.16	DÉCLARATION RELATIVE AUX GRATIFICATIONS.....	9
2.17	CONFLIT D'INTÉRÊTS	9
2.18	DÉCLARATION RELATIVE À LA COLLUSION DANS LES SOUMISSIONS.....	10
2.19	VISA D'INTÉGRITÉ	10
2.20	PROPOSITION D'UNE COENTREPRISE.....	10
2.21	DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
2.22	INTERDICTION DE DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS DE LA SCHL	11
3	SECTION 3 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	13
3.1	APERÇU DE LA SECTION 3	13
3.2	EXIGENCES OBLIGATOIRES.....	13
3.3	DESCRIPTION DU TRAVAIL	13
3.3.1.	<i>Objectif.....</i>	<i>13</i>
3.3.2.	<i>Description des travaux et des tâches détaillées.....</i>	<i>13</i>
3.3.3.	<i>Résumé du calendrier et des réalisations attendues</i>	<i>15</i>
3.3.4.	<i>Pricing.....</i>	<i>16</i>
4	SECTION 4 - EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION.....	18
4.1	APERÇU DE LA SECTION 4	18
4.2	EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES À LA PROPOSITION	18
4.3	LETTRE DE PRÉSENTATION.....	18
4.4	TABLE DES MATIÈRES	19

4.5	RÉSUMÉ	19
4.6	COMPÉTENCES DU PROPOSANT OBLIGATOIRE	19
4.7	RÉPONSE À L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX OBLIGATOIRE.....	19
4.8	PLAN DE GESTION DU PROJET	20
4.9	RENSEIGNEMENTS FINANCIERS OBLIGATOIRE.....	20
4.9.1	Vérification de la solvabilité.....	20
4.10	AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	20
4.11	DEVIS ESTIMATIF OBLIGATOIRE	20
5	SECTION 5 - ÉVALUATION ET SÉLECTION.....	22
5.1	APERÇU DE LA SECTION 5	22
5.2	RESTRICTION DES DOMMAGES	22
5.3	TABLEAU D'ÉVALUATION	22
5.4	MÉTHODE D'ÉVALUATION	22
5.5	ÉVALUATION FINANCIÈRE.....	23
5.6	SÉLECTION DU PROPOSANT	23
6	SECTION 6 - CONTRAT TYPE.....	24
6.1	APERÇU DE LA SECTION 6	24
6.2	MODALITÉS OBLIGATOIRES.....	24
6.3	CONTRAT TYPE	24
1.	LE TRAVAIL	25
2.	DURÉE DU CONTRAT	26
3.	RÉSILIATION DU CONTRAT	26
4.	ASPECTS FINANCIERS	27
5.	FACTURES, AVIS ET DEMANDES DE PAIEMENT.....	28
6.	VÉRIFICATION.....	28
7.	RAPPORT FINAL.....	28
8.	DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	29
9.	PUBLICATION	29
10.	PHOTOGRAPHIES	30
11.	CONFIDENTIALITÉ.....	30
12.	INDEMNISATION.....	30
13.	ASSURANCE	31
14.	ENTREPRENEUR INDÉPENDANT	31
15.	REMPLACEMENT DE PERSONNEL	31
16.	CESSION.....	32
17.	FORCE MAJEURE	32
18.	CONFLIT D'INTÉRÊTS	32
19.	CHAMBRE DES COMMUNES	33
20.	SYSTÈME MÉTRIQUE	33
21.	FORCE OBLIGATOIRE.....	33
22.	GARANTIE.....	33
23.	MENTION DE LA SCHL	33
24.	DÉCLARATION EN MATIÈRE D'IMPÔT	33
25.	PORTÉE DU CONTRAT	34
7	SECTION 7 - ANNEXES	38
	ANNEXE A OBLIGATOIRE.....	38
7.1	ATTESTATION DE SOUMISSION	38
	ANNEXE B	39
7.2	TABLEAU D'ÉVALUATION	39
	ANNEXE C	42
7.3	LISTE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES	42

1 SECTION 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Aperçu de la section 1

Cette section fournit des renseignements généraux sur la SCHL et la présente demande de propositions.

1.2 Introduction et portée

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) souhaite conclure un contrat avec un fournisseur (ci-après appelé le « proposant ») qui sera chargé de mettre à jour les liens au contenu Web pour trois publications en ligne de la SCHL : *Votre guide pour la location d'un logement, Guide de l'habitation coopérative et Logements en copropriété – Guide de l'acheteur*.

Le coût annuel de ce service devrait se chiffrer entre 25 000 \$ et 40 000 \$ CAN, toutes taxes comprises, pour une période de cinq ans, commençant le 1^{er} avril 2014 et se terminant le 31 mars 2019. Les dépenses effectuées après l'exercice 2014-2015 dépendront du financement accordé par le gouvernement.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement n'a aucune obligation envers quelque proposant que ce soit, à moins qu'un contrat en bonne et due forme ait été signé à la suite de l'approbation d'une proposition jugée acceptable.

Voir la section 3, Énoncé des travaux, pour obtenir des précisions

1.3 Renseignements généraux sur la SCHL

La SCHL est l'organisme fédéral responsable de l'habitation au Canada. Elle a pour mandat d'aider les Canadiens à disposer d'un vaste choix de logements abordables et de qualité. Il s'agit d'une société d'État dirigée par un conseil d'administration qui relève du Parlement, par l'intermédiaire du ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'honorable Jason Kenney.

La SCHL compte plus de 2000 employés répartis entre son Bureau national à Ottawa et ses centres d'affaires, lesquels couvrent cinq régions : l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique, et les Prairies et les territoires.

1.4 Objet de la demande de propositions

La SCHL recourt à la demande de propositions (DDP) pour décrire ses besoins, demander à des entrepreneurs de proposer des solutions, décrire les critères qui serviront à évaluer les propositions et à choisir un proposant, et énoncer les modalités qui s'appliqueront au proposant choisi pour la prestation des services ou la livraison des biens. Dans le cadre d'un

processus de DDP, on évalue la proposition et le proposant en fonction de leur capacité à répondre aux exigences énoncées tout en offrant à la SCHL le meilleur rapport qualité-prix.

1.4.1 Base de données des fournisseurs de services en recherche

La SCHL utilise la base de Données d'inscription des fournisseurs (DIF) d'Accès entreprises Canada comme liste officielle de fournisseurs. Tous les proposants **doivent** être inscrits auprès d'**Accès entreprises Canada** avant de soumettre une proposition et doivent indiquer dans celle-ci leur numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA). Les fournisseurs peuvent s'inscrire sur le site d'**Accès entreprises Canada** (<https://achatsetventes.gc.ca/>) ou par téléphone au 1-800-811-1148. Les fournisseurs actuels qui ne sont pas inscrits dans le DIF d'Accès entreprises Canada doivent le faire en accédant au site Web d'Accès entreprises Canada.

1.5 Calendrier des événements

Le calendrier suivant donne les principaux jalons du processus de DDP. La SCHL peut, à sa seule discrétion, modifier les dates, lesquelles ne peuvent faire partie des conditions de quelque contrat que ce soit entre la SCHL et les proposants choisis.

Date	Activités
13 janvier 2014	Demande de propositions émise
20 janvier 2014	Date limite pour soumettre des questions
31 janvier 2014	Date de clôture
Mars 2014	Mise au point du contrat avec le proposant retenu
Immédiatement après la mise au point du contrat	Avis de sélection du proposant Entretien final, sur demande, avec les proposants non retenus

1.6 Exigences obligatoires

Dans la présente DDP, certaines exigences sont indiquées comme obligatoires. Une exigence obligatoire est une norme minimale qu'une proposition doit respecter pour être admissible au processus d'évaluation. Le terme « obligatoire » signifie que la conformité doit être clairement établie à la seule discrétion de la SCHL.

Les exigences obligatoires se trouvent dans les sections suivantes :

- Section 2 - Directives relatives au processus de soumission
- Section 4 - Exigences relatives à la proposition
- Section 6 - Contrat type
- Annexe A : Attestation de soumission.

Mise en garde : La SCHL élimine du processus d'évaluation toute proposition qu'elle juge non conforme à l'une ou l'autre des exigences obligatoires. Cependant, la SCHL se réserve le droit de renoncer à certaines exigences obligatoires pour servir ses intérêts et obtenir le meilleur rapport qualité-prix. Cette disposition doit être interprétée dans le seul intérêt de la SCHL et non dans celui du proposant.

1.7 Ligne de conduite de la SCHL sur les approvisionnements et l'environnement

La SCHL appuie en tout point le principe du développement durable. Elle accorde une importance égale au développement économique et à la préservation de l'environnement, souhaitant ainsi garantir que les actions d'une génération n'empêcheront pas les générations futures de jouir de la même qualité de vie.

À cette fin, la SCHL s'est engagée à incorporer à ses méthodes d'approvisionnement de saines pratiques visant à protéger l'environnement.

Le responsable du contrat peut autoriser un prix d'au plus dix pour cent plus élevé pour l'achat de produits ou de services plus écologiques.

La méthode d'évaluation se trouvant à la section 5 décrit en détail les préférences liées à la présente DDP en matière d'environnement.

1.8 Rétroaction du proposant

La SCHL cherche à améliorer constamment ses documents d'appel de propositions et ses méthodes. La SCHL apprécie les commentaires des proposant visant ses DDP, qu'il s'agisse d'observations positives ou de suggestions pour les DDP futures.

Le proposant peut transmettre ses commentaires à la personne dont les coordonnées se trouvent au paragraphe 2.4 en indiquant qu'il s'agit de la **Rétroaction d'un proposant - DDP n° 201305034**.

Étant donné que la SCHL ne veut pas donner l'impression d'être influencée par une telle rétroaction au moment de choisir un proposant, le proposant est prié de soumettre ses commentaires après l'annonce de l'adjudication du contrat.

Si un proposant repère dans la DDP une erreur de fond pouvant avoir une incidence sur les résultats, il doit la signaler de la façon indiquée dans le paragraphe 2.4.

1.9 Déclaration en matière d'impôt

À titre de société d'État, la SCHL est tenue, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de ses règlements, de déclarer au moyen d'un feuillet T1204 supplémentaire les paiements qu'elle a versés aux fournisseurs de produits ou de services. La SCHL doit par conséquent

obtenir des entrepreneurs les renseignements requis (notamment, le numéro d'assurance sociale de l'entrepreneur ou le numéro d'entreprise) pour préparer le feuillet T1204 supplémentaire. Le proposant retenu doit remplir et signer la formule CMHC/SCHL 3085, « Fournisseur - Formulaire de dépôt direct et de renseignements pour fins de l'impôt », avant de signer le contrat.

2 SECTION 2 - DIRECTIVES RELATIVES AU PROCESSUS DE SOUMISSION

2.1 Aperçu de la section 2

La section 2 contient les renseignements relatifs aux méthodes et règles de la SCHL visant le présent processus de DDP.

Le proposant est prié de noter que la SCHL a inclus à son intention, à l'annexe C, une Liste de vérification de la conformité aux exigences obligatoires. Cette liste l'aide à vérifier si sa proposition est conforme en tous points à toutes les exigences obligatoires, étant donné qu'il risque d'être exclu si ce n'est pas le cas.

2.2 Attestation de soumission

Obligatoire

L'Attestation de soumission, qui se trouve à l'annexe A, résume les exigences obligatoires énoncées dans la DDP. Toute proposition doit obligatoirement comporter une Attestation de soumission (ou une reproduction exacte) signée par le proposant. Voir le paragraphe 1.6, Exigences obligatoires.

Une Attestation de soumission dûment signée doit accompagner la proposition des proposants. Si un proposant n'inclut pas d'Attestation de soumission, le proposant recevra un avis de la SCHL et aura 48 heures pour se conformer à cette exigence.

2.3 Directives de livraison et date de clôture

Il incombe entièrement au proposant de transmettre sa proposition dans les délais prescrits et à l'adresse indiquée. Le proposant assume tous les risques et toutes les conséquences découlant de la livraison incorrecte de la proposition. La SCHL n'assume ni n'accepte cette responsabilité. L'heure de **réception** officielle de la proposition est celle que les serveurs de la SCHL enregistrent, et non l'heure à laquelle le proposant l'a envoyée.*

*** Veuillez noter que les transmissions à EBID ne doivent pas dépasser 10 MO. On recommande au proposant de répartir la transmission de son offre en plusieurs fichiers de plus petite taille.**

On recommande au proposant, dès qu'il a envoyé sa proposition par EBID, d'en aviser par courriel la personne-ressource désignée au paragraphe 2.4, Demandes de renseignements, et d'indiquer dans le courriel le nom et l'adresse de courriel de l'entreprise, ainsi que la date et l'heure d'envoi de la proposition.

Pour chaque proposition reçue, un accusé de réception automatisé est immédiatement transmis à l'adresse de courrier électronique de l'expéditeur. On recommande fortement au proposant n'ayant pas reçu d'accusé de réception dans les trente (30) minutes suivant

l'expédition de la proposition de communiquer avec la personne-ressource désignée au paragraphe 2.4.

*** Veuillez noter que les transmissions électroniques ne sont pas nécessairement instantanées et qu'il peut s'écouler beaucoup de temps avant la réception. Le proposant doit prévoir suffisamment de temps pour la réception de sa proposition.**

Adresse d'expédition

La proposition et la documentation à l'appui doivent être expédiées par voie électronique à l'adresse de courriel suivante :

EBID@cmhc-schl.gc.ca

La ligne de mention objet doit préciser ce qui suit : DDP n° 201305034.

Format

La proposition peut être présentée en format MS Word ou PDF Adobe Acrobat, et être soumise en français ou en anglais.

NOTA : Certains programmes de courriel requièrent de préciser si le document doit être envoyé en format HTML ou en texte en clair. La SCHL ne peut ouvrir les documents en format RTF et les documents comprimés.

Ouverture et vérification des propositions

La SCHL ouvre toute proposition soumise par EBID au plus tard à la date et à l'heure précisées dans la présente DDP afin de l'évaluer et de la vérifier. Si la proposition ne peut être ouverte, le proposant en est avisé et a la possibilité de soumettre une version pouvant être ouverte dans les deux heures suivant la réception de l'avis à cet effet.

Date de clôture

Obligatoire

La proposition doit **parvenir** exactement à l'endroit indiqué plus haut au plus tard à la date de clôture suivante :

14 heures, heure locale d'Ottawa, le 31 janvier 2014

Toute proposition en retard est automatiquement rejetée, et l'expéditeur en est avisé par courriel.

2.4 Demandes de renseignements

Toutes les questions au sujet de la présente DDP doivent être envoyées par courrier électronique ou par télécopieur à la personne suivante :

Heather Forsyth

Télécopieur : 613-748-2998
Courriel : hforsyth@cmhc-schl.gc.ca

Les renseignements donnés verbalement par toute personne travaillant à la SCHL ne lient aucunement cette dernière. Le proposant doit recevoir de la SCHL la confirmation écrite de toute modification apportée à la présente DDP. La SCHL ne peut pas garantir de réponse aux demandes de renseignements qu'elle reçoit moins de **sept (7) jours civils** avant la date de clôture.

Pour toute question posée par écrit qui, de l'avis de la SCHL, touche tous les proposants, la SCHL transmet une réponse à tous les proposants par télécopieur, par courriel ou au moyen du SEAOG. Tout ce qui pourrait permettre de reconnaître la source de la demande de renseignements est retiré de la réponse. Il faut l'indiquer clairement si les questions sont de nature privée. La SCHL décide d'y répondre à sa seule discrétion.

S'il devient nécessaire de réviser une partie de la DDP à la suite d'une demande de renseignements ou pour n'importe quel autre motif, un ajout à la DDP est fourni à chaque proposant auquel la SCHL a émis cette DDP par télécopieur, par courrier électronique ou au moyen du SEAOG.

2.5 Communication

Pendant l'évaluation des propositions, la SCHL se réserve le droit de joindre ou de rencontrer des proposants afin d'obtenir des précisions au sujet de leurs propositions ou de mieux comprendre le degré de qualité et la portée des services pertinents. Le proposant n'a pas le droit de faire des ajouts à la proposition, de la modifier ou d'en supprimer des éléments au cours de ce processus. La SCHL n'est pas obligée de rencontrer certains des proposants, ou tous, à cette fin.

2.6 Personne-ressource du proposant

Le proposant doit donner dans sa proposition le nom de la principale personne-ressource pour la SCHL au cours du processus d'évaluation. Le proposant devrait aussi donner le nom d'une autre personne-ressource avec laquelle communiquer en l'absence de la personne-ressource principale.

2.7 Période de validité de la proposition

Obligatoire

Il faut préciser dans toute proposition que les dispositions qui s'y trouvent, y compris le devis estimatif, demeurent valides et obligatoires pour le proposant pendant les 90 jours suivant la date de clôture.

2.8 Modification de la proposition

Des modifications peuvent être apportées à la proposition, s'il le faut, à condition qu'elles soient transmises sous la forme d'un ajout à la proposition soumise antérieurement ou d'un éclaircissement de cette proposition, ou encore d'une toute nouvelle proposition qui annule et remplace la proposition antérieure. L'ajout, l'éclaircissement ou la nouvelle proposition doit être transmis de la façon indiquée au paragraphe 2.3, porter clairement l'indication « **RÉVISION** » et parvenir à la SCHL au plus tard à la date de clôture. Il faut également décrire, dans le message qui l'accompagne, la mesure dans laquelle le contenu du fichier remplace la proposition antérieure.

2.9 Propositions multiples

L'entrepreneur qui souhaite soumettre plus d'une proposition peut le faire, à condition que chaque proposition soit entièrement distincte des autres et qu'elle soit conforme en elle-même aux directives et modalités de la présente demande de propositions.

2.10 Autre solution acceptable

Il est possible de présenter dans un ajout distinct de la proposition une autre option relative à un élément de la proposition, quel qu'il soit.

Une autre solution acceptable est une solution que la SCHL juge satisfaisante en ce qui concerne une exigence obligatoire. La SCHL détermine, à son entière discrétion, si une autre solution acceptable correspond à l'intention de l'exigence obligatoire initiale en question.

2.11 Responsabilité en cas d'erreur

Bien que la SCHL ait déployé des efforts considérables pour assurer l'exactitude des renseignements fournis dans la présente DDP, ceux-ci ne sont fournis qu'à titre indicatif au proposant. La SCHL ne garantit pas l'exactitude de ces renseignements, et ceux-ci ne sont pas nécessairement complets ni exhaustifs. Rien dans la présente DDP ne vise à libérer le proposant de la responsabilité de se faire une opinion et de tirer ses propres conclusions au sujet des questions qui y sont abordées.

2.12 Vérification de la proposition

Le proposant autorise la SCHL à mener toute enquête qu'elle juge nécessaire pour vérifier le contenu de sa proposition.

2.13 Propriété de la proposition

La proposition et les documents connexes deviennent tous la propriété de la SCHL et ne sont pas retournés au proposant. La SCHL ne rembourse pas le proposant pour le travail qu'il a exécuté ou les documents qu'il a fournis pour préparer sa réponse à la présente DDP.

Toute information relative aux modalités et aux aspects financiers ou techniques de la proposition qui, de l'avis du proposant, est sa propriété exclusive ou est de nature confidentielle doit porter clairement la mention « **PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE** » ou « **CONFIDENTIEL** » vis à vis chaque élément ou au haut de chaque page. Les documents et renseignements fournis par le proposant qui portent cette indication sont traités en conséquence par la SCHL. Indépendamment de ce qui précède, le proposant doit savoir que la SCHL, en qualité de société d'État, est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les renseignements soumis par des tiers sont protégés ou doivent être divulgués, selon les circonstances particulières prévues par ces lois fédérales.

2.14 Renseignements exclusifs

Les renseignements contenus dans la présente DDP doivent être considérés comme des « renseignements exclusifs » et le proposant ne doit divulguer ces renseignements à personne d'autre qu'à ses employés ou ses représentants qui participent à la préparation de la réponse à la DDP.

2.15 Mention de la SCHL

Le proposant convient de ne pas utiliser, de quelque façon que ce soit, le nom, le logo ou les initiales de la SCHL, notamment, dans une publicité publique, sans avoir reçu au préalable le consentement écrit de la SCHL.

2.16 Déclaration relative aux gratifications

En soumettant sa proposition, le proposant certifie qu'aucun de ses représentants n'a offert ou donné de gratification (p. ex., un divertissement ou un cadeau) à un employé de la SCHL, un membre du Conseil d'administration ou un dirigeant nommé par le gouverneur en conseil, dans l'intention d'obtenir un contrat ou un traitement de faveur au titre d'un contrat.

2.17 Conflit d'intérêts

- a) L'entrepreneur, ses mandants, employés et mandataires doivent éviter tout conflit d'intérêts pendant la durée du présent accord. Ils doivent déclarer immédiatement tout conflit d'intérêts existant, possible ou apparent et, à la demande de la SCHL, prendre des mesures pour supprimer tout conflit d'intérêts réel ou apparent.
- b) L'entrepreneur ne doit fournir à aucun tiers des services qui, dans les circonstances, pourraient raisonnablement donner lieu à un conflit d'intérêts, notamment, un conflit entre les responsabilités de l'entrepreneur envers ce tiers et ses responsabilités envers la SCHL.
- c) S'il n'est pas possible de résoudre un conflit d'intérêts, réel ou perçu, à la satisfaction de la SCHL, celle-ci a le droit de résilier immédiatement l'accord.

Toutes les parties du travail exécutées à la date de la résiliation doivent être transmises à la SCHL. La SCHL verse à l'entrepreneur un montant qui, de l'avis de la SCHL, constitue un paiement raisonnable pour l'exécution partielle des obligations de l'entrepreneur en application de l'accord. Une fois ce montant versé, la SCHL n'a plus aucune obligation de quelque nature que ce soit envers l'entrepreneur.

- d) Tout ancien titulaire de charge publique doit se conformer aux dispositions relatives à l'après-mandat du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat* (2012) pour pouvoir tirer un avantage direct de tout contrat octroyé à l'issue de la présente DDP.

2.18 Déclaration relative à la collusion dans les soumissions

En soumettant sa proposition, le proposant certifie :

- a) que les prix soumis dans sa proposition ont été fixés indépendamment de ceux des autres proposants;
- b) qu'il n'a pas sciemment divulgué les prix soumis, et qu'il ne les divulguera pas sciemment avant l'adjudication du contrat, que ce soit directement ou indirectement, à un autre proposant ou concurrent;
- c) qu'aucune tentative n'a été faite ni ne le sera pour inciter quiconque à soumettre, ou à ne pas soumettre, une proposition dans le but de restreindre la concurrence.

2.19 Visa d'intégrité

La SCHL exige que les employés du proposant choisi obtiennent un visa d'intégrité pour pouvoir accéder aux locaux de la SCHL au besoin. Ce processus prend généralement cinq (5) jours ouvrables environ. S'ils n'ont pas de visa d'intégrité, l'entrepreneur et ses employés devront être accompagnés d'un employé de la SCHL lorsqu'ils seront dans les locaux de la Société et ne pourront accéder aux renseignements et aux systèmes de la SCHL.

2.20 Proposition d'une coentreprise

La proposition d'une coentreprise doit représenter et indiquer convenablement la participation et les responsabilités proposées de chaque entreprise en question et fournir une description des dispositions de la coentreprise proposée qui serait établie par toutes les parties à la suite de l'adjudication d'un contrat. Cette description doit énumérer les entreprises en question, indiquer depuis combien de temps existe leur entente, préciser le ou les services que chaque partie fournirait et décrire la participation et la responsabilité proposées de chaque partie.

Le proposant doit désigner l'un des partenaires comme personne-ressource pour toutes les communications entre le proposant et la SCHL durant le processus de DDP.

La proposition d'une coentreprise doit être accompagnée d'une Attestation de soumission signée par chaque entreprise participante. Voir le paragraphe 2.2.

2.21 Droits de propriété intellectuelle

La SCHL est le propriétaire unique de tous les documents, rapports et autres travaux produits à l'issue de la présente DDP et en application de l'accord conclu en conséquence.

L'entrepreneur garantit qu'il est, et demeurera, la seule personne à posséder des droits moraux sur le matériel qu'il crée et fournit en application de l'accord, et l'entrepreneur renonce par les présentes à tous ses droits moraux sur le matériel, conformément à la loi sur le droit d'auteur, et les cède à la SCHL. Dès que le matériel existe, l'entrepreneur convient de signer tout document que la SCHL exige et par lequel il reconnaît la SCHL en tant que propriétaire du matériel et des travaux produits, et renonce à ses droits moraux sur ce matériel et ces travaux.

2.22 Interdiction de divulgation des renseignements de la SCHL

En vertu du présent paragraphe, « renseignements de la SCHL » s'entend de tous renseignements gérés, obtenus, recueillis, utilisés, divulgués, conservés, reçus, créés ou éliminés pour les besoins de l'exécution du contrat, sans égard à la façon dont ils ont été obtenus. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, les renseignements de la SCHL englobent les données en format électronique de tous genres et les renseignements fournis directement, indirectement ou par l'intermédiaire de tiers à l'entrepreneur ou à quelque sous-traitant, revendeur, agent ou autre personne que ce soit, dont les services ont été retenus pour exécuter le travail en application du contrat.

L'entrepreneur admet et comprend que tous les renseignements de la SCHL sont assujettis aux lois canadiennes sur la protection des renseignements personnels et sur l'accès à l'information, lesquelles lient la SCHL, et que la SCHL considère que les renseignements de la SCHL relèvent de sa garde et de son contrôle en tout temps.

Il est également entendu et convenu que l'entrepreneur traitera tous les renseignements de la SCHL comme étant exclusifs, confidentiels et de nature délicate, sauf indication contraire par écrit de la SCHL. L'entrepreneur doit restreindre l'accès aux renseignements de la SCHL aux personnes qui ont besoin de connaître ces renseignements pour exécuter le travail en application du contrat.

Choisir A ou B, selon le contrat

A. Si les renseignements doivent demeurer au Canada

L'entrepreneur doit veiller à ce que les renseignements de la SCHL demeurent au Canada. Il convient formellement de conserver les renseignements de la SCHL (en format électronique ou imprimés) séparément de tous autres renseignements, dans une base de données ou dans un dépôt de données matériellement indépendant de tous autres renseignements se trouvant dans d'autres bases de données ou dépôts de données. Sans que soit limitée la portée générale de

ce qui précède, l'entrepreneur ne doit pas communiquer, diffuser ou divulguer de quelque façon que ce soit les renseignements de la SCHL à quiconque, notamment aux filiales, succursales ou partenaires de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants, sans le consentement écrit préalable de la SCHL. Il doit également veiller à ce que tout sous-traitant, revendeur, agent ou autre personne dont les services ont été retenus pour l'exécution d'une partie du travail prévu au contrat se conforme à cette obligation.

B. Si les renseignements ne doivent pas demeurer au Canada et peuvent être utilisés ailleurs

L'entrepreneur convient, si des renseignements de la SCHL doivent se trouver à l'extérieur du Canada pour quelque période que ce soit, de faire ce qui suit :

- obtenir l'autorisation écrite de la SCHL avant le transfert des renseignements à un endroit situé à l'extérieur du Canada, quel qu'il soit;
- indiquer à la SCHL l'endroit où les renseignements se trouveront à l'extérieur du Canada et la période pendant laquelle les renseignements s'y trouveront;
- veiller à ce que les renseignements de la SCHL soient conservés séparément de tous autres renseignements dans une base de données ou un dépôt de données matériellement distinct de tous autres bases de données ou dépôts de données;
- informer la SCHL des mesures adoptées pour empêcher toute divulgation des renseignements de la SCHL.

S'il est nécessaire de divulguer les renseignements de la SCHL en raison d'une exigence licite ou conformément à une assignation ou à un mandat émis légalement par un tribunal, une personne ou un organisme, l'entrepreneur doit en avertir la SCHL dès qu'il constate un risque de divulgation de renseignements de la SCHL, de sorte que la SCHL puisse obtenir une ordonnance préventive ou se prévaloir de tout autre recours pertinent.

Si la divulgation de renseignements de la SCHL est requise par une loi valable et applicable, l'entrepreneur convient de faire, de concert avec la SCHL, tout ce qui est possible pour empêcher l'accès à l'information de la SCHL, ce qui comprend, sans s'y limiter, prendre des mesures appropriées en droit afin d'empêcher la divulgation, fournir des renseignements et toute autre forme d'aide requise pour que la SCHL prenne des mesures appropriées en droit afin d'empêcher la divulgation et veiller à ce que la divulgation se limite strictement aux renseignements faisant l'objet d'une exigence licite.

3 SECTION 3 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

3.1 Aperçu de la section 3

La présente section de la DDP donne au proposant l'information nécessaire pour préparer une proposition concurrentielle. L'Énoncé des travaux est une description complète des tâches à accomplir, des résultats à obtenir ou des biens à fournir.

3.2 Exigences obligatoires

Une exigence obligatoire est une norme minimale que la proposition doit respecter pour ne pas être éliminée du processus d'évaluation.

Toutes les exigences obligatoires liées à l'Énoncé des travaux sont clairement indiquées à la section 4 - Exigences relatives à la proposition.

La Liste de vérification de la conformité aux exigences obligatoires se trouve à l'annexe C (7.3).

3.3 Description du travail

3.3.1. Objectif

L'objectif de ce projet est de s'assurer que le contenu des trois guides en ligne suivants de la SCHL est mis à jour pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} avril 2014 et se terminant le 31 mars 2019 :

- *Votre guide pour la location d'un logement*
- *Logements en copropriété – Guide de l'acheteur*
- *Guide de l'habitation coopérative*

Le contrat initial sera pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015. La SCHL pourra, à sa discrétion, le renouveler pour un maximum de quatre années supplémentaires en fonction de la disponibilité du financement gouvernemental.

3.3.2. Description des travaux et des tâches détaillées

Les travaux comprendront quatre types de mise à jour conformément au « Résumé du calendrier de travail » figurant au tableau 1 ci-dessous :

1. Mise à jour du fond d'information (contenu);
2. Mise à jour des liens Web;
3. Mise à jour des coordonnées qui ne sont pas sous forme d'hyperlien;
4. Examen des demandes de renseignements et modification du contenu afin de tenir compte de ces demandes et suggestion d'ajouts aux guides et rédaction du contenu en vue de l'approbation des ajouts par la SCHL.

Format des mises à jour :

Pour tout contenu existant qui exige d'être modifié, l'entrepreneur présentera à la SCHL un document MS-WORD qui indique les changements apportés au contenu existant avec la fonction « suivi des modifications ». Tout nouveau contenu sera présenté à la SCHL par l'entrepreneur en un document MS-WORD.

Le codage HTML de tous les changements et ajouts sera effectué par la SCHL et ne fera pas partie du contrat.

1. Mise à jour du fond d'information (contenu) :

L'entrepreneur doit indiquer tous les changements importants des lois, règlements et pratiques des provinces et territoires, ainsi que des ajouts importants à la jurisprudence qui auraient un effet sur le contenu des guides. L'entrepreneur doit mettre à jour les fiches de renseignements provinciales et territoriales et tout autre contenu en se fondant sur cette recherche.

L'entrepreneur doit aussi fournir à la SCHL les noms, titres et coordonnées de toutes les personnes avec qui il a communiqué dans le cadre de cette mise à jour.

Les proposants doivent décrire le processus qu'ils utiliseront pour identifier les changements dans les lois, règlements et pratiques ou de la jurisprudence, et les effets de ces changements sur les guides de la SCHL.

Calendrier :

Pour *Votre guide pour la location d'un logement* : pour le 31 juillet 2014, puis annuellement pour le 31 mars.

Pour *Logements en copropriété – Guide de l'acheteur* : annuellement pour le 30 novembre.

Pour le *Guide de l'habitation coopérative* : tous les deux ans pour le 31 juillet, et ce, à partir de 2014.

2. Mise à jour des liens Web :

L'entrepreneur doit fournir des mises à jour des hyperliens pour chacun des trois guides trois fois par an. L'entrepreneur doit aussi fournir à la SCHL les noms, les titres de poste et les coordonnées des personnes-ressources des organisations nationales, provinciales, territoriales et municipales mentionnées sous le lien « Fiches de renseignements provinciales et territoriales » des trois guides et sous le lien « Autres renseignements » du *Guide de l'habitation coopérative*, ou des autres fonctionnaires avec lesquels il a communiqué, le cas échéant, pendant la mise à jour de l'information.

Les proposants doivent décrire le processus qu'ils utiliseront pour organiser et faire le suivi de tous les renseignements sur les liens et les coordonnées des personnes-ressources qui doivent être mis à jour et transmis périodiquement à la SCHL.

Calendrier : Pour tous les guides, les 31 mars, 31 juillet et 30 novembre.

3. Mise à jour des coordonnées qui ne sont pas sous forme d'hyperlien :

L'entrepreneur doit fournir des mises à jour des coordonnées qui ne sont pas sous forme d'hyperliens (c.-à-d. les adresses et numéros de téléphone des organisations mentionnées qui n'ont pas de site Internet) pour chaque guide une fois par an. L'entrepreneur doit aussi fournir à la SCHL les noms, titres et coordonnées des personnes-ressources des organisations avec lesquelles il a communiqué pendant la mise à jour de l'information.

Les proposants doivent décrire le processus qu'ils utiliseront pour organiser et faire le suivi de tous les renseignements sur les personnes-ressources qui doivent être mis à jour et transmis annuellement à la SCHL.

Calendrier : Pour tous les guides, annuellement pour le 31 juillet.

4. Examen des demandes de renseignements et modification du contenu afin de tenir compte de ces demandes et suggestion d'ajouts aux guides et rédaction du contenu en vue de l'approbation des ajouts par la SCHL (maximum de 50 heures par année) :

Lorsque le directeur de projet de la SCHL lui en fait la demande, l'entrepreneur doit examiner les demandes de renseignements reçues par la SCHL et lui fournir de l'information qui servira à mettre le guide pertinent à jour de manière à tenir compte des demandes. L'entrepreneur doit remettre le rapport sur les résultats de son examen à la SCHL au cours du mois qui suit la réception de la demande. L'entrepreneur ou la SCHL peut suggérer du contenu supplémentaire devant être intégré à l'un ou l'autre des guides. Le nouveau contenu peut être intégré lors d'une mise à jour importante ou durant l'année.

Les proposants doivent décrire le processus qu'ils utiliseront pour élaborer le nouveau contenu et la façon dont ils s'y prendront pour garantir que la SCHL recevra une réponse en un mois ou moins.

Calendrier : Au besoin et en fonction des fonds disponibles (maximum de 50 heures par année au total pour tous les guides).

3.3.3. Résumé du calendrier et des réalisations attendues

L'entrepreneur achèvera et soumettra les réalisations attendues selon le calendrier suivant (tableau 1), à moins que d'autres dates ne soient convenues par la SCHL.

Tableau 1 : Résumé du calendrier des travaux	
Travail	Fréquence
Votre guide pour la location d'un logement	
Mise à jour importante :	En juillet 2014, puis annuellement en mars
Mise à jour des liens Web :	En mars, juillet et novembre de chaque année
Mise à jour des coordonnées qui ne sont pas sous forme d'hyperlien :	Annuellement en juillet
Guide de l'habitation coopérative	
Mise à jour importante :	Tous les deux ans en juillet (à partir de 2014)
Mise à jour des liens Web :	En mars, juillet et novembre de chaque année
Mise à jour des coordonnées qui ne sont pas sous forme d'hyperlien :	Annuellement en juillet
Logements en copropriété - Guide de l'acheteur	
Mise à jour importante :	Annuellement en novembre
Mise à jour des liens Web :	En mars, juillet et novembre de chaque année
Mise à jour des coordonnées qui ne sont pas sous forme d'hyperlien :	Annuellement en juillet
Honoraires	
Pour répondre aux questions portant sur les trois guides	Jusqu'à 50 heures par année

3.3.4. Établissements du prix

Les proposants doivent indiquer un prix distinct pour chacune des réalisations attendues précisées au tableau 1.

4 SECTION 4 - EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION

4.1 Aperçu de la section 4

La proposition doit être organisée et soumise conformément aux directives de la présente section. La proposition doit être présentée en fonction des éléments suivants.

N°	Élément
4.3	Lettre de présentation
4.4	Table des matières
4.5	Résumé
4.6	Compétences du proposant
4.7	Réponse à l'Énoncé des travaux
4.8	Plan de gestion du projet
4.9	Renseignements financiers
4.10	Autres renseignements
4.11	Devis estimatif

Les propositions très détaillées et inutilement volumineuses ne sont pas souhaitables. Le proposant doit s'assurer de fournir des réponses complètes aux questions et de respecter les exigences relatives à la proposition, ainsi que d'éviter de soumettre du matériel superflu qui ne montre pas comment il compte répondre aux exigences.

Les exigences relatives à chaque élément sont décrites en détail ci-dessous.

4.2 Exigences obligatoires relatives à la proposition

Certaines exigences de la section 4 sont indiquées comme obligatoires. Voir le paragraphe 1.6, Exigences obligatoires.

4.3 Lettre de présentation

Le proposant doit joindre à sa proposition une lettre de présentation rédigée sur son papier à en-tête et contenant ce qui suit :

- a) une description de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium;
- b) les noms des directeurs;
- c) le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse de courrier électronique de la personne-ressource principale pour la présente DDP;
- d) l'emplacement de l'établissement principal et des autres bureaux qui contribueraient à l'exécution du contrat.

4.4 Table des matières

Le proposant doit inclure une table des matières correspondant aux titres des éléments de la proposition et à la numérotation qui sont donnés dans la présente section de la DDP. Il faut numéroter les pages de la proposition afin de permettre au comité d'évaluation de la consulter facilement.

4.5 Résumé

La proposition doit comprendre un résumé mettant en évidence ce qui suit :

- a) les grandes lignes de la proposition faisant ressortir les principaux éléments, les caractéristiques qui font qu'elle est supérieure, les innovations et les occasions de faire des économies;
- b) un bref énoncé décrivant les compétences du proposant qui répondront aux besoins de la SCHL.

4.6 Compétences du proposant

Obligatoire

La proposition doit comprendre les renseignements suivants à propos des compétences du proposant :

- a) Description de l'entreprise, âge, structure organisationnelle, nombre d'employés à temps plein et service de spécialité.
- b) Emplacement des bureaux et employés affectés au projet ainsi que leur rôle
- c) Curriculum vitae de toutes les personnes affectées au projet, y compris les sous-traitants s'il y a lieu.
- d) Projets d'importance et de portée semblables et références : description de deux à cinq contrats d'importance et de portée semblable que le proposant réalise, ou a réalisés, au cours des 36 derniers mois. Pour chacun des contrats, veuillez fournir les renseignements suivants : une courte description du projet et des éléments clés qui sont semblables au présent projet, le nom des personnes qui ont réalisé les éléments pertinents du contrat, le nom et l'adresse de l'entreprise, le nom et le numéro de téléphone de la personne-ressource. La SCHL peut communiquer avec l'une ou plusieurs des personnes-ressources afin d'obtenir des renseignements sur la qualité du travail exécuté par le proposant.

4.7 Réponse à l'Énoncé des travaux

Obligatoire

Dans cette section, le proposant fournit des renseignements détaillés en fonction des spécifications données à la section 3, Énoncé des travaux. Il doit expliquer en détail la façon dont il accomplira les tâches décrites à la section 3, Énoncé des travaux. Il doit également relever, dans sa réponse à l'Énoncé des travaux, les problèmes et les difficultés liés à l'atteinte des objectifs de ce projet et expliquer sommairement comment il entend résoudre ces problèmes et surmonter ces difficultés s'il obtient le contrat.

4.8 Plan de gestion du projet

Le proposant doit décrire son plan de gestion du projet, y compris ce qui suit :

- a) Démarche de gestion du projet. Le proposant doit décrire sa démarche de gestion du projet et la structure organisationnelle de gestion du projet, ce qui comprend les niveaux de responsabilité et les liens hiérarchiques.
- b) Contrôle de la qualité. Le proposant doit décrire sa démarche de contrôle de la qualité, notamment :
 - les détails des méthodes employées pour assurer la qualité du travail et les mécanismes de réaction en cas d'erreurs, d'omissions, de retards, etc.
- c) Rapports d'étapes à la SCHL. Le proposant doit fournir les détails de ses rapports écrits et oraux.
- d) Calendrier de travail. Le proposant doit décrire la méthode qu'il utilisera pour s'assurer de respecter le calendrier de travail.
- e) Interface avec la SCHL. Le proposant doit décrire et expliquer :
 - ses points d'interface avec la SCHL
 - tous les mécanismes d'interface
 - la façon de résoudre les problèmes et les difficultés concernant l'interface.

4.9 Renseignements financiers

Obligatoire

4.9.1 Vérification de la solvabilité

Les entreprises individuelles et les sociétés de personnes doivent inclure dans leur proposition une déclaration par laquelle elles donnent à la SCHL la permission d'exécuter au besoin une vérification de leur solvabilité.

4.10 Autres renseignements

Le proposant peut fournir ici d'autres renseignements pertinents, mais n'est pas tenu de le faire.

4.11 Devis estimatif

Obligatoire

Le proposant doit fournir le coût de la solution qu'il propose.

Les prix et montants doivent être donnés en dollars canadiens et ne doivent pas comprendre la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et la taxe de vente provinciale (TVP), selon le cas, sauf indication contraire.

Le proposant doit soumettre un prix fixe (ferme). De plus, le proposant doit fournir une ventilation des coûts indiquant comment le prix fixe a été établi, notamment la TPS, la TVH et la TVP, le cas échéant.

5 SECTION 5 - ÉVALUATION ET SÉLECTION

5.1 Aperçu de la section 5

La section 5 décrit le processus qu'emploie la SCHL pour évaluer les propositions, choisir le ou les proposant et mettre au point, puis signer, un contrat.

La SCHL ne sélectionne pas nécessairement la proposition dont le coût est le plus bas ni quelque proposition que ce soit. Elle se réserve le droit d'accepter une ou plusieurs propositions ou de refuser toutes les propositions, en totalité ou en partie.

La SCHL se réserve le droit de modifier les exigences énoncées selon les besoins et d'accepter une autre proposition comprise dans la réponse de tout proposant.

La SCHL mène le processus de DDP de façon manifestement équitable et traite tous les proposant de la même façon. À cette fin, elle a établi, pour le processus de DDP, des normes et des critères d'évaluation objectifs qu'elle applique uniformément à tous les proposant. Par conséquent, aucun proposant n'aura de motif d'action contre la SCHL parce qu'elle n'attribue pas de contrat ou n'évalue pas une proposition, ou encore en raison de ses méthodes d'évaluation des propositions.

5.2 Restriction des dommages

Le proposant convient, en soumettant sa proposition, de ne pas exiger de dommages d'une valeur supérieure aux coûts raisonnables qu'il a subis dans la préparation de sa proposition pour des questions liées à l'entente ou au processus concurrentiel. Ce faisant, le proposant renonce à toute demande pour perte de profit en l'absence d'un contrat.

5.3 Tableau d'évaluation

Le Tableau d'évaluation qui se trouve à l'annexe B donne tous les critères qui servent à l'évaluation de chaque proposition. Les critères se fondent sur les exigences précisées dans la présente DDP.

5.4 Méthode d'évaluation

On examine chaque proposition afin de déterminer si elle est conforme à chacune des exigences obligatoires énoncées dans la présente DDP. La proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires pour être admissible au processus d'évaluation. Toute proposition qui, de l'avis de la SCHL, n'est pas conforme à une ou plusieurs exigences obligatoires est éliminée du processus d'évaluation. La proposition qui répond à toutes les exigences obligatoires est jugée conforme et est soumise à l'évaluation.

Chaque proposition conforme est évaluée individuellement par chacun des membres du Comité d'évaluation, lequel est composé d'employés compétents. Les évaluateurs examinent

chaque proposition et lui attribuent une note numérique sur la base des critères d'évaluation figurant dans le Tableau d'évaluation qui forme l'annexe B aux présentes. Une fois les évaluations individuelles terminées, les membres du Comité d'évaluation discutent et s'entendent sur la note finale de chaque proposition.

La proposition doit obtenir la note de passage indiquée pour chaque catégorie (dans le Tableau d'évaluation) pour ne pas être éliminée.

Le proposant dont la proposition conforme obtient au moins la note de passage et qui obtient la note la plus élevée est le proposant retenu.

5.5 Évaluation financière

La SCHL exécute une vérification de la solvabilité ou de la capacité financière du proposant retenu avant d'entreprendre des pourparlers. Si les résultats de cette épreuve sont satisfaisants, les pourparlers peuvent commencer. S'ils ne le sont pas, le proposant ne peut entamer de négociations et est disqualifié. L'évaluation financière se fonde sur l'information fournie par le proposant, conformément au paragraphe 4.9 de la présente DDP.

5.6 Sélection du proposant

L'acceptation d'une proposition n'oblige pas la SCHL à en incorporer une partie ou la totalité dans une entente contractuelle. Elle démontre plutôt la volonté de la SCHL d'entamer des négociations en vue de conclure un contrat satisfaisant avec une ou plusieurs parties.

Sans modifier l'intention ou le contenu de la présente demande de propositions ou de la proposition du proposant retenu, la SCHL entame des négociations avec le proposant retenu en vue de mettre la dernière main au contrat. Si, à quelque moment que ce soit, la SCHL détermine que le proposant retenu ne peut répondre à ses exigences, elle peut mettre fin aux négociations. Si, à ce moment, la SCHL estime que le proposant suivant peut répondre aux exigences, elle poursuit le processus avec ce dernier et ainsi de suite.

Tous les proposants sont informés du proposant retenu une fois le contrat signé.

6 SECTION 6 - CONTRAT TYPE

6.1 Aperçu de la section 6

Le paragraphe 6.3 renferme un contrat type. Les modalités de ce contrat type peuvent être incorporées dans n'importe quel contrat établi à l'issue de la présente DDP. La SCHL se réserve le droit d'ajouter de nouvelles modalités en cours de négociation. Ces modalités s'inscrivent dans les limites de la présente DDP et n'ont pas d'effet sur l'évaluation des propositions.

La proposition et toute la correspondance connexe provenant du proposant, le cas échéant, doivent, dans la mesure souhaitée par la SCHL, faire partie intégrante du contrat définitif, et le proposant doit s'engager à ce que le contrat définitif soit établi dans un format jugé acceptable par la SCHL.

En présentant une proposition, le proposant reconnaît avoir lu et, à moins d'indication contraire dans sa proposition (notamment dans une déclaration jointe au contrat type à l'égard des conflits d'intérêts potentiels), est réputé accepter les modalités stipulées dans le contrat type qui constitue le paragraphe 6.3 s'il est appelé à signer un contrat avec la SCHL.

Pour les besoins de la présente section, on entend par « entrepreneur » le proposant choisi par la SCHL aux fins d'un contrat.

6.2 Modalités obligatoires

Le proposant doit accepter telles quelles les modalités ou les articles du contrat type formant le paragraphe 6.3 qui sont indiqués comme obligatoires.

6.3 Contrat type

Le contrat type ci-joint constitue le paragraphe 6.3 de la présente DDP.

Dossier n° 6505-69

LE PRÉSENT CONTRAT en date du ____^e jour du mois de ____2XXX (le « contrat »)

CONCLU ENTRE :

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (la « SCHL »)

- et -

NOM DE L'ENTREPRENEUR (l'« entrepreneur »)

Attendu que l'entrepreneur et la SCHL conviennent, en contrepartie des engagements réciproques définis dans le présent contrat, de ce qui suit (ci-après le « contrat ») :

SCHL – Signataire autorisé

Nom, titre (de la personne autorisée à signer)

Date

SCHL – Pour usage interne de la SCHL

Planification, finances et systèmes de gestion
Politiques et recherche

Date

NOM DE L'ENTREPRENEUR

Nom, titre (de la personne autorisée à signer)

Date

S'il s'agit d'une personne morale : « Je suis autorisé à lier l'entrepreneur »

Numéro d'inscription aux fins de la TPS (s'il y a lieu)

Représentant de la SCHL

Nom du représentant

Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal, Ottawa (Ontario) K1A 0P7
Téléphone : 613-
Télécopieur : 613-
Courriel :

Représentant de l'entrepreneur

Nom du représentant

Nom de l'entrepreneur

Adresse

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

1. Le travail

L'entrepreneur convient de réaliser et de mener à bonne fin le ([inscrire le titre du contrat](#)) conformément au cadre de référence décrit à l'appendice A (ci-après le « travail »).

2. Durée du contrat

Le présent contrat débutera le ____ et prendra fin le ____, à moins qu'il ne soit résilié avant cette date conformément aux termes des présentes (ci-après la « durée »).

3. Résiliation du contrat

3.1. Il est convenu que la SCHL peut en tout temps, pour quelque motif que ce soit, résilier le présent contrat et ordonner à l'entrepreneur de mettre fin au travail moyennant un avis écrit de 20 jours à l'entrepreneur. Sur réception d'un tel avis, l'entrepreneur transmettra, de la façon que choisit la SCHL, tout travail fini qui n'a pas été remis et accepté avant la résiliation du contrat et tout document ou travail en cours que l'entrepreneur a produit dans le cadre de l'exécution du contrat. Dans un tel cas, la SCHL n'est alors tenue de verser à l'entrepreneur que la somme qui, de son avis, constitue le paiement raisonnable à l'égard de l'exécution partielle du travail complété à la date de délivrance de l'avis de résiliation.

3.2. En cas de défaut de la part de l'entrepreneur, la SCHL peut, moyennant un avis écrit de cinq (5) jours à l'entrepreneur, résilier sans frais la totalité ou une partie du contrat, quelle qu'elle soit. Les points suivants constituent des cas de défaut :

3.2.1. l'entrepreneur viole le contrat de façon déterminante, à moins qu'il a) rectifie la situation et b) indemnise la SCHL pour les dommages ou les pertes causés d'une façon que la SCHL juge satisfaisante, à sa seule discrétion et de façon irrévocable, dans les dix (10) jours suivant la réception d'un avis écrit par lequel la SCHL lui signale la violation du contrat;

3.2.2. l'entrepreneur enfreint de nombreuses modalités du contrat, ce qui correspond globalement à une violation déterminante du contrat;

3.2.3. l'entrepreneur commet une fraude ou une inconduite grave;

3.2.4. l'entrepreneur déclare faillite, devient insolvable, fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

3.3. Dans le cas où la SCHL met fin au contrat, en vertu de n'importe lequel article de la clause 3, elle peut prendre des dispositions, selon les modalités qu'elle juge à propos, pour l'achèvement du travail auquel elle a mis fin, et l'entrepreneur est responsable de tous frais additionnels afférents à l'achèvement du travail.

4. Aspects financiers

- 4.1. La responsabilité financière de la SCHL aux termes du contrat ne doit pas dépasser la somme de ____ \$ (taxes applicables non incluses).
- 4.2. Le montant que la SCHL doit payer à l'entrepreneur en application de la clause 4.1 n'inclut pas les taxes et les droits qui pourraient être payables à l'entrepreneur, notamment, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), ou encore la taxe de vente au détail (TVD). Aucuns droits ou taxes ne seront payables à l'entrepreneur en sus du montant payable en vertu de la clause 4.1, à moins que cela n'ait été expressément convenu entre l'entrepreneur et la SCHL.
- 4.3. L'entrepreneur doit, s'il en a l'obligation et dans la mesure pertinente, percevoir la TPS/TVH ou la TVD sur les montants payables en application du présent contrat et l'indiquer séparément sur la facture. Si l'entrepreneur doit percevoir la TPS/TVH ou la taxe de vente du Québec, la facture qu'il émet doit porter son numéro de TPS/TVH ou de TVQ. L'entrepreneur doit remettre à l'Agence du revenu du Canada et aux administrations fiscales provinciales les montants de TPS, de TVH ou de TVQ perçus sur les montants payables en application du présent contrat.
- 4.4. Les paiements à l'entrepreneur seront versés conformément aux modalités décrites à l'appendice B ci-joint.
- 4.5. Avant de verser quelque montant que ce soit à l'entrepreneur, la SCHL se réserve le droit de déterminer à sa discrétion absolue si le travail a été exécuté à sa satisfaction. Si la SCHL estime le travail inacceptable, elle peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour remédier au défaut de l'entrepreneur, ce qui comprend, sans s'y restreindre, les mesures suivantes :
 - 4.5.1. ordonner à l'entrepreneur de reprendre le travail ou une partie du travail qui n'a pas été accompli à la satisfaction de la SCHL;
 - 4.5.2. retenir un paiement ou une charge à payer à l'entrepreneur pour les services rendus en application du présent contrat;
 - 4.5.3. Exécuter le travail ou le faire exécuter par un tiers et compenser tous les coûts liés à une telle exécution du montant payable à l'entrepreneur;
 - 4.5.4. Résilier le présent contrat pour cause de défaut conformément à la clause 3.

- FACULTATIF – Cette clause doit être incluse dans le cas d'un contrat de service conclu avec un entrepreneur résidant à l'extérieur du Canada, tel que requis en vertu du Règlement de l'impôt sur le revenu.

4.6. Tout paiement versé à l'entrepreneur par la SCHL en vertu du paragraphe 4 pour des services rendus au Canada est soumis à une retenue de 15 %, comme l'exige les règlements de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Si de telles retenues d'impôt sont requises sur des montants payables à l'entrepreneur, la SCHL est tenue de faire ces retenues et de remettre les montants retenus régulièrement et rapidement à l'Agence du revenu du Canada.

5. Factures, avis et demandes de paiement

5.1. Toutes les factures, tous les avis et toutes les demandes de paiement doivent faire référence au présent contrat, mentionner le numéro de dossier de la SCHL 6505-69 et être transmis au représentant de la SCHL cité à la page 1 du présent contrat.

5.2. Les factures doivent être remises au moins sur une base à l'achèvement des réalisations attendues conformément au calendrier précisé à l'appendice B, et doivent contenir les renseignements suivants : nom et adresse de l'entrepreneur, description des services fournis, tarif, montant total demandé et TPS, TVP ou TVH applicable.

5.3. L'entrepreneur doit accorder un délai de paiement de trente (30) jours après la réception de la facture sans exiger de frais d'intérêt. L'entrepreneur ne peut envoyer de facture avant d'avoir effectivement fourni les services ou livré les biens.

6. Vérification

L'entrepreneur doit tenir des dossiers et des rapports convenables et détaillés pour la durée du contrat et pour une période de trois (3) ans suivant la fin du contrat initial et de toute prolongation de celui-ci. En cas de vérification, l'entrepreneur doit, à tout moment raisonnable, permettre l'inspection et la vérification des dossiers et rapports susmentionnés par les vérificateurs internes ou externes de la SCHL. L'entrepreneur doit fournir aux vérificateurs de la SCHL des documents originaux suffisants pour l'exécution de la vérification. Toute vérification peut être menée sans avis préalable, mais la SCHL convient de coopérer avec l'entrepreneur dans l'exécution de toute vérification afin d'éviter les interruptions dans les activités quotidiennes.

7. Rapport final

Si l'entrepreneur doit produire un rapport final, il le rédige dans un format que la SCHL juge acceptable et qui en permet la reproduction ou la publication. Le contenu et la forme du rapport doivent respecter les directives telles que décrites au cadre de référence de l'appendice A.

8. Droits de propriété intellectuelle

- 8.1. Aux fins du présent contrat, la propriété intellectuelle comprend tout document, rapport, information et matériel sans égard à la forme.
- 8.2. La SCHL conserve tous les droits à l'égard de la propriété intellectuelle préexistante qu'elle détient et est seule détentrice des droits concernant la propriété intellectuelle développée dans le cadre du travail, quelle que soit la manière dont ces droits sont nés (ci-après « propriété intellectuelle de la SCHL »). L'entrepreneur convient de reconnaître les droits de propriété intellectuelle de la SCHL à la demande de celle-ci.
- 8.3. L'entrepreneur n'a aucun droit sur la propriété intellectuelle de la SCHL, sauf les droits accordés par écrit par la SCHL. L'entrepreneur ne peut divulguer, diffuser, reproduire, modifier ou publier la propriété intellectuelle de la SCHL sans le consentement écrit préalable de la SCHL.
- 8.4. Aucune disposition du présent contrat n'affecte la propriété à l'égard des droits de propriété intellectuelle préexistants sur tout outil, méthodologie, base de données ou matériel employé pour développer la propriété intellectuelle de la SCHL.
- 8.5. Dans l'éventualité où un sous-traitant développe la propriété intellectuelle de la SCHL dans le cours du travail, l'entrepreneur est entièrement responsable de veiller à ce que ce droit soit transféré à la SCHL conformément à la clause 8.2 ci-dessus.
- 8.6 Si l'entrepreneur a l'intention d'intégrer au travail des éléments de propriété intellectuelle appartenant à un tiers ou des produits dérivés de tels éléments, il certifie qu'il détient tous les droits nécessaires pour permettre à la SCHL de (copier, publier, modifier) les renseignements appartenant à ce tiers ou de (créer des produits dérivés) à partir de tels renseignements, d'accorder toute licence décrite aux présentes et de mener toute autre activité décrite ou envisagée dans le présent contrat.

9. Publication

- 9.1. La SCHL :
 - 9.1.1. n'est pas tenue de publier le rapport final, en totalité ou en partie, ni les pièces, rapports, cartes ou autres documents connexes;
 - 9.1.2. a le droit de réviser ou de publier le rapport final en partie ou en totalité;
 - 9.1.3. est seule à décider des parties du rapport final, ou des documents ou rapports, qui sont publiés;
 - 9.1.4. peut, à sa discrétion, ou doit, à la demande de l'entrepreneur, supprimer toute mention de l'entrepreneur dans la version révisée du rapport final.

10. Photographies

10.1. Toutes les images insérées dans le texte du rapport, qu'il s'agisse de photographies ou de diagrammes, doivent également être fournies séparément sur un cédérom en format PDF, TIFF, JPEG ou EPS à une résolution minimum de 300 dpi. L'entrepreneur convient que l'insertion d'images dans le texte n'est pas compatible avec le processus de publication de la SCHL, mais le texte peut inclure des images visant à indiquer la disposition suggérée des images dans le rapport.

10.2. Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir tous les droits requis pour autoriser la publication sans restriction des photographies, des dessins techniques, des diagrammes, des graphiques et des tableaux par la SCHL, et d'aviser la SCHL si une autorisation du photographe ou de l'auteur est requise. À la demande de la SCHL, l'entrepreneur doit déclarer sous serment qu'il a obtenu les droits requis.

11. Confidentialité

L'entrepreneur et ses mandataires conviennent de traiter de façon confidentielle, pendant et après la durée du présent contrat, tous les renseignements touchant aux affaires de la SCHL et tous les renseignements personnels dont ils auront pris connaissance directement ou indirectement dans l'exercice des tâches liées au présent contrat. L'entrepreneur reconnaît que la SCHL est assujettie à *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et convient de prendre toutes les mesures requises pour aider la SCHL à honorer ses obligations et à éviter la divulgation, fortuite ou intentionnelle, de tout renseignement.

12. Indemnisation

12.1. L'entrepreneur convient d'indemniser et de dégager de toute responsabilité la SCHL, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et ses mandataires de tout dommage, perte, coût, dépense, réclamation, demande, action ou autre procédure de quelque nature que ce soit découlant ou résultant d'un acte ou d'une omission de l'entrepreneur, de ses employés ou de ses mandataires. Cette indemnisation est applicable que ces réclamations, actions ou procédures soient présentées au nom de la SCHL ou de l'entrepreneur ou au nom de leurs administrateurs, de leurs dirigeants, de leurs employés ou de leurs mandataires respectifs.

12.2. La SCHL se réserve le droit d'accepter ou de refuser tout règlement d'une réclamation, d'une action ou d'une procédure, et d'assumer le contrôle de sa défense en tout temps, dans la mesure où elle assume les coûts associés à la défense et ce, à partir du moment où elle en prend le contrôle.

12.3. Cette clause demeurera en vigueur malgré la fin du présent contrat.

13. Assurance

13.1. Il incombe exclusivement à l'entrepreneur de déterminer s'il lui faut souscrire quelque autre police d'assurance, outre celles qui sont prévues aux présentes, pour sa propre protection ou l'exécution de ses obligations en vertu du présent contrat. L'entrepreneur doit obtenir et maintenir toute autre assurance supplémentaire requise à ses propres frais.

14. Entrepreneur indépendant

L'entrepreneur agit à titre d'entrepreneur indépendant aux fins du présent contrat. L'entrepreneur, ses employés, dirigeants et mandataires ne deviennent pas des employés de la SCHL. L'entrepreneur convient d'en aviser ses employés, dirigeants et mandataires. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, l'entrepreneur conserve entièrement le contrôle et la responsabilité de ses employés et mandataires. L'entrepreneur prépare et traite directement la paye de ses employés et retient ou paie les impôts à l'emploi et retenues salariales qui sont requis pour ses employés. Tous les employés doivent en tout temps et pour toutes les fins travailler exclusivement pour l'entrepreneur.

15. Remplacement de personnel

15.1 Il est convenu que la ou les personnes suivantes exécuteront le travail (ou les services) et dirigeront de manière active tous les aspects du travail (ou des services) et participeront directement à la prise de toutes les décisions importantes :

Inscrire le nom de la ou des personnes.

La sélection par la SCHL d'un entrepreneur pour l'exécution du travail (ou des services) sera considérée comme un engagement personnel de la ou des personnes désignées ci-dessus, nonobstant le fait que la SCHL retient les services d'une entreprise. Les principales tâches liées à l'exécution du travail (ou des services) ne peuvent être attribuées à d'autres personnes sans l'autorisation préalable écrite de la SCHL.

15.2 Si les personnes désignées dans la présente clause sont incapables d'exécuter tout le travail (ou les Services) pour un quelconque motif et si la SCHL n'accepte aucun des remplaçants proposés par l'entrepreneur, la SCHL peut résilier le présent contrat sans délai et sans aucune autre obligation envers l'entrepreneur.

15.3 Dans sa demande de consentement pour le remplacement d'une personne désignée pour exécuter l'ensemble ou une partie du travail (services), l'entrepreneur doit fournir à la SCHL une description des compétences, de l'expérience et des aptitudes de la personne proposée comme remplaçant. La SCHL peut accepter ou refuser le

remplaçant pour le travail (les services) à son entière discrétion. Toutes les autres obligations liant l'entrepreneur, y compris le respect du calendrier, ne sont pas touchées par une demande en application du présent article et ont leur plein effet.

16. Cession

L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en entier ou en partie, sans le consentement écrit préalable de la SCHL.

17. Force majeure

Si l'entrepreneur ne peut s'acquitter de ses obligations en vertu du présent contrat en raison d'une force majeure (événement ou effet que l'on ne peut raisonnablement prévoir ou contrôler), l'entrepreneur doit en avvertir sans délai la SCHL par un avis écrit sous pli recommandé décrivant les circonstances constituant le cas de force majeure. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, les événements qui suivent constituent des cas de force majeure : les guerres, les troubles publics importants, toutes entraves causées par des ordonnances ou des interdictions émises par les autorités publiques, les cas fortuits, les actes d'ennemis publics, les grèves, les lock-out et autres conflits de travail, les émeutes, les inondations, les ouragans, les incendies, les explosions et tous autres désastres indépendants de la volonté de l'entrepreneur. Si la SCHL reçoit un avis à cet effet, elle peut, dans la mesure qu'elle juge nécessaire, retenir les services d'autres entrepreneurs compétents sans aucune obligation envers l'entrepreneur et, notamment, sans devoir l'indemniser.

18. Conflit d'intérêts

18.1 L'entrepreneur, ses mandants, employés et mandataires doivent éviter tout conflit d'intérêts pendant la durée du présent contrat. Ils doivent déclarer immédiatement tout conflit d'intérêts existant, possible ou apparent et, à la demande de la SCHL, prendre des mesures pour supprimer tout conflit d'intérêts réel ou apparent.

18.2 L'entrepreneur ne doit fournir à aucun tiers des services qui, dans les circonstances, pourraient raisonnablement donner lieu à un conflit d'intérêts, notamment, un conflit entre les responsabilités de l'entrepreneur envers ce tiers et ses responsabilités envers la SCHL.

18.3 S'il n'est pas possible de résoudre un conflit d'intérêts, réel ou perçu, à la satisfaction de la SCHL, celle-ci a le droit de résilier immédiatement le contrat. Toutes les parties du travail exécutées à la date de la résiliation doivent être livrées à la SCHL. La SCHL verse à l'entrepreneur un montant qui, de l'avis de la SCHL, constitue un paiement raisonnable pour l'exécution partielle des obligations de

l'entrepreneur en application du contrat. Une fois ce montant versé, la SCHL n'a plus aucune obligation de quelque nature que ce soit envers l'entrepreneur.

18.4 Tout ancien titulaire de charge publique doit se conformer aux dispositions relatives à l'après-mandat du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat* (2012) pour pouvoir tirer un avantage direct du contrat.

19. Chambre des communes

Aucun député de la Chambre des communes du Canada ne peut être parti au présent contrat ni avoir droit aux avantages qui en résultent.

20. Système métrique

Toute mention écrite, référence et/ou tableau contenant des quantités mesurées incluses dans tout rapport, renseignement ou document fourni à la SCHL par l'entrepreneur doit être en unités métriques (SI).

21. Force obligatoire

Le présent contrat lie les parties contractantes ainsi que leurs successeurs et ayants droit et s'applique à leur profit.

22. Garantie

L'entrepreneur convient qu'il n'a pas le pouvoir de donner des garanties au nom de la SCHL, quelles qu'elles soient, implicitement ou explicitement, qu'il n'est d'aucune façon le représentant légal ou le mandataire de la SCHL et qu'il n'a pas le droit, ni le pouvoir, de créer des obligations pour la SCHL ou de faire en sorte qu'elle soit liée de quelque façon que ce soit.

23. Mention de la SCHL

L'entrepreneur convient de ne faire aucun usage du nom, du logo ou d'autres marques officielles de la SCHL à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la SCHL.

24. Déclaration en matière d'impôt

À titre de société d'État, la SCHL est tenue, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de ses règlements, de déclarer au moyen d'un feuillet T1204 supplémentaire les paiements qu'elle a versés aux fournisseurs de produits ou de services. La SCHL doit par conséquent obtenir des entrepreneurs les renseignements requis (notamment, le numéro d'assurance sociale de l'entrepreneur ou le numéro d'entreprise) pour préparer le feuillet T1204 supplémentaire. L'entrepreneur doit remplir et signer le formulaire CMHC/SCHL 3085, « Formulaire de dépôt direct et de renseignements pour fins de l'impôt du Fournisseur » qui se trouve à l'appendice C ci-joint, avant de signer le contrat.

25. Portée du contrat

Il est convenu que le présent contrat constitue l'ensemble des conventions intervenues entre les parties relativement à l'objet des présentes, et qu'il n'existe aucune autre convention ou entente, verbale ou autre, entre les parties, à l'exception de ce qui est expressément prévu aux présentes.

APPENDICE A

CADRE DE RÉFÉRENCE

1. Énoncé des travaux

(Décrire et énumérer clairement et exhaustivement les travaux que l'entrepreneur doit exécuter et les dates auxquelles il doit achever leur exécution pour satisfaire à ses obligations en vertu du présent contrat et en recevoir paiement. La durée du présent contrat, tel qu'indiqué à la clause 2, doit être réitérée.)

(Si les travaux et les paiements sont étalés, il faut préciser, pour chaque étape, la date d'échéance, les travaux à exécuter et les réalisations attendues.)

(Il faut nommer ici les personnes qui doivent exécuter ou superviser les travaux pour le compte de l'entrepreneur.)

2. Gestion du projet (Optionnel; parfois nécessaire pour des fins administratives)

3. Calendrier d'exécution des travaux et affectation de personnel à chaque étape (Optionnel; parfois nécessaire pour des fins administratives)

APPENDICE B

MODALITÉS DE PAIEMENT

Si l'entrepreneur respecte toutes ses obligations contractuelles, il est payé selon l'échéancier de paiements suivant :

(Tous les paiements sont faits une fois le travail exécuté à la satisfaction de la SCHL, qui peut, à son entière discrétion, accepter ou refuser le travail.)

(Les étapes doivent correspondre à celles qui sont indiquées à l'appendice A.)

1. À l'achèvement du Travail par l'Entrepreneur (p. ex. « la phase 1 du Travail tel que décrit à l'appendice A ») au plus tard le (indiquez la date) et à la soumission et à l'émission de l'acceptation écrite du (indiquez le travail exécuté) par la SCHL
..... \$

APPENDICE C

Formulaire de dépôt direct et de renseignements pour fins de l'impôt du Fournisseur

Veillez ne pas tenir compte de ce formulaire si vous avez déjà fourni ces renseignements à la SCHL.

Si vous n'avez pas encore fourni ces renseignements, veuillez remplir la page suivante.

Conformément à l'alinéa 221(1)d.1) de la Loi de l'impôt sur le revenu, la SCHL est tenue d'émettre des feuillets T1204 supplémentaires indiquant tous les paiements contractuels versés pour les marchés de service (y compris les marchés composés de biens et de services) pendant l'année civile.

7 SECTION 7 - ANNEXES

ANNEXE A

OBLIGATOIRE

7.1 Attestation de soumission

Par les présentes, _____ :

raison sociale de l'entreprise

Inscription des fournisseurs (DIF)

- I. offre de fournir à la SCHL les services ou les produits décrits dans la présente proposition, au fur et à mesure des besoins et conformément à la demande de propositions;
- II. offre les conditions stipulées dans la présente proposition, y compris tout devis estimatif, pour une période de *{nombre de jours en toutes lettres (x)}* jours, conformément à la section 2 de la DDP;
- III. atteste que l'entreprise, au moment de la présentation de sa proposition, respecte toutes les lois fiscales administrées par tous les ministères des finances provinciaux, territoriaux et fédéral et, plus particulièrement, qu'elle a produit toutes les déclarations requises en vertu de toutes les lois fiscales provinciales et fédérales et acquitté toutes les taxes exigibles en vertu de ces lois ou pris et maintenu des mesures satisfaisantes en vue de les régler;
- IV. déclare et garantit qu'en soumettant sa proposition ou en exécutant le contrat, elle n'est engagée dans aucun conflit d'intérêts réel ou apparent;
- V. déclare et garantit qu'en soumettant la présente proposition, elle n'a bénéficié d'aucun avantage injuste, qu'il soit réel ou apparent, en obtenant des renseignements relatifs à la DDP qui n'ont pas été mis à la disposition des autres proposant;
- VI. atteste que la présente proposition a été préparée de façon indépendante et sans collusion;
- VII. atteste qu'aucune gratification ni aucun cadeau en espèces visant à obtenir un marché ou un traitement favorable en vertu de ce dernier n'a été offert à l'un ou l'autre des employés ou membres du Conseil d'administration de la SCHL ou à toute personne nommée par le gouverneur en conseil;
- VIII. autorise la SCHL à mener toute enquête qu'elle juge appropriée pour vérifier le contenu de la proposition;
- IX. atteste, à moins de l'indiquer explicitement dans la proposition, que tous les renseignements relatifs aux prix sont fondés sur une prestation de services qui, à tout le moins, respecte entièrement toutes les normes de service existantes telles qu'elles sont indiquées dans l'Énoncé des travaux;
- X. convient de se conformer à toutes les dispositions OBLIGATOIRES du contrat inclus dans la section 6 de la DDP, telles que stipulées;
- XI. s'il s'agit d'une entreprise individuelle ou d'une société de personnes, donne à la SCHL la permission d'entreprendre des vérifications de la solvabilité des particuliers énumérés ci-dessous (nom, signature, adresse du domicile de chacun);
- XII. accepte, advenant l'acceptation de la présente proposition, d'entamer les négociations visant l'établissement d'un contrat conformément à la DDP et, après la conclusion du contrat avec la SCHL, s'engage à fournir la gamme complète des services prévus dans le contrat;
- XIII. convient que toutes les réponses et le matériel connexe deviennent la propriété exclusive de la SCHL, que la SCHL ne les rendra pas et qu'elle ne remboursera pas au proposant les frais liés au travail, aux déplacements ou aux documents requis pour la préparation de la réponse à la présente DDP;
- XIV. accepte, si la SCHL le demande, de se soumettre et de soumettre toute personne relevant de sa responsabilité et devant exécuter le travail décrit dans la présente DDP à une vérification de la fiabilité.

Signé ce _____^e jour du mois de _____ 2014 à _____, Canada.

Les sociétés ne sont pas tenues d'apposer leur sceau social. Il faut la signature d'un témoin pour la signature de chaque propriétaire ou signataire autorisé.

Société/particulier

Signature du signataire autorisé

Nom et titre du signataire autorisé

Déclaration : J'ai le pouvoir d'engager l'entreprise.

ANNEXE B

7.2 Tableau d'évaluation

CRITÈRES D'ÉVALUATION	A	B	C	D
	PONDÉRATION 100 (Total)	POINTS 1 à 10	NOTE DE PASSAGE	NOTE A x B
<p>Qualifications et expérience :</p> <p>Le proposant démontre-t-il une expérience pertinente dans des domaines comme le suivi des changements des lois et politiques provinciales, la recherche législative et de la jurisprudence, l'examen et de l'interprétation des politiques, la recherche et la rédaction, la mise à jour et le maintien de contenu Web?</p> <p>Le proposant démontre-t-il une connaissance, générale ou pointue, des politiques et des lois régissant les propriétaires bailleurs et les locataires, les copropriétés et les coopératives d'habitation?</p> <p>Les références fournies ont-elles trait à des travaux récents de portée et de nature semblables à la Portée des travaux du présent projet?</p>	40		280	

CRITÈRES D'ÉVALUATION	A	B	C	D
	PONDÉRATION 100 (Total)	POINTS 1 à 10	NOTE DE PASSAGE	NOTE A x B
<p>Réponse à l'Énoncé des travaux :</p> <p>Le proposant traite-t-il de toutes les tâches figurant dans l'Énoncé des travaux d'une manière organisée et complète?</p> <p>L'approche que le proposant propose pour l'exécution des tâches précisées dans l'Énoncé des travaux est-elle appropriée et adéquate?</p> <p>Le proposant a-t-il relevé des problèmes et des difficultés dans la réalisation de l'Énoncé des travaux et a-t-il proposé des solutions?</p> <p>Le calendrier de travail et l'affectation des employés proposés par le proposant sont-ils adéquats et est-ce que le calendrier répond aux exigences de la SCHL en matière de réalisations attendues?</p>	40		280	
<p>Gestion de projet :</p> <p>Le proposant définit-il clairement les rôles et responsabilités des employés dans l'achèvement de la portée des travaux?</p> <p>Le proposant décrit-il les procédures de gestion de projet, notamment le suivi de l'avancement du projet et les communications avec la SCHL?</p>	10		70	

CRITÈRES D'ÉVALUATION	A	B	C	D
	PONDÉRATION 100 (Total)	POINTS 1 à 10	NOTE DE PASSAGE	NOTE A x B
Établissement du prix : La méthode des ratios sera utilisée. Selon cette méthode, la proposition dont le prix est le plus bas reçoit le maximum de points alloués. Toutes les autres propositions reçoivent un pourcentage des points disponibles établi en fonction de leur prix par rapport à celui de l'offre conforme la plus basse.	10		70	
TOTAUX	100			

ANNEXE C

7.3 Liste de vérification de la conformité aux exigences obligatoires

- | | | |
|--------------------------|---------------------------------------|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> | Date de clôture | Paragraphe 2.3 |
| <input type="checkbox"/> | Période de validité de la proposition | Paragraphe 2.7 |
| <input type="checkbox"/> | Compétences du proposant | Paragraphe 4.6 |
| <input type="checkbox"/> | Réponse à l'Énoncé des travaux | Paragraphe 4.7 |
| <input type="checkbox"/> | Renseignements financiers | Paragraphe 4.9 |
| <input type="checkbox"/> | Devis estimatif | Paragraphe 4.11 |
| <input type="checkbox"/> | Contrat type | Section 6 |
| <input type="checkbox"/> | 7.1 Attestation de soumission | Section 7, Annexes, annexe A |